

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES JUIN 1988

3e CIRCONSCRIPTION

Louis BROCH

Conseiller général - Maire de La Trinité

Suppléant :

Gérard CHEVALIER

Enseignant



CANDIDATS DE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE GAUCHE

présentés par le **PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS**

Madame, Monsieur,

En ce printemps 88, Chirac n'est pas président, Le Pen n'est pas ministre. C'est une bonne chose ! Les communistes, pour y avoir contribué, s'en réjouissent. C'est le sens de nos combats d'hier, c'est le même combat que nous menons aujourd'hui, et tous, au moins sur cette question, nous l'accordent

— Chaque suffrage communiste est une voix forte et claire contre la droite et son extrême.

Mais les grands problèmes restent posés. Il ne suffit pas de battre la droite. Encore faut-il proposer une autre politique qui prenne en compte vos besoins, les besoins du pays.

Vous le savez, vous n'avez rien de bon à attendre des combinaisons qui se mettent en place pour former un gouvernement où se retrouvent socialistes et anciens ministres de Giscard.

On n'a jamais fait, on ne fera jamais une politique de gauche avec des hommes de droite.

Il faut maintenent des réponses concrètes aux problèmes concrets.

C'est de votre vie de chaque jour qu'il s'agit. Une politique de justice, de liberté, de paix, c'est par la lutte qu'on l'exige, et par le vote le 5 juin.

Chaque suffrage, votre suffrage, en se portant sur mon nom, s'ajoutera à des milliers d'autres dans le département et dans le pays : c'est la certitude d'être défendu et entendu pour exiger une véritable politique de gauche.

Comme conseiller général de ce département, vous m'avez toujours trouvé à vos côtés. C'est le sens de ma candidature, avec mon ami Gérard Chevalier, pour le 5 juin et pour après.

Louis BROCH

Vu les candidats

QUELQUES-UNES DE NOS PROPOSITIONS

VIVRE MIEUX DANS UNE SOCIETE PLUS JUSTE

· **Faire progresser le pouvoir d'achat :** S.M.I.C. à 6 000 F ; retraite à 75 % du salaire des dix meilleures années ; pension de reversion à 60 % ; allocation adultes handicapés à 80 % du S.M.I.C. ; revalorisation des allocations familiales (700 F par enfant dès le premier) ; réduction des taux d'intérets des emprunts des ménages ; à travail égal, salaire égal.

· **Non à la pauvreté, oui à la dignité :** allocation minimale mensuelle pour les plus démunis ; distribution des stocks alimentaires de la C.E.E. par les organisations humanitaires ; arrêt des expulsions et des coupures de courant.

· **Un véritable impôt sur les grandes fortunes** rapportant 20 milliards de francs.

· Rétablir **TOUS** les droits des assurés sociaux ; équilibre des comptes de la Sécurité sociale en taxant les revenus financiers au même taux que les salaires.

· **Pouvoir se loger décemment :** baisse des loyers H.L.M. de 10 %, c'est possible en diminuant de 1 % seulement les intérêts d'emprunts versés aux banques ; démocratie à l'Office H.L.M. de Nice en donnant aux locataires **le droit** d'être entendus, respectés.

· **Contre le chômage et la précarité :** 35 heures de travail hebdomadaire sans diminution de salaire ; aucun licenciement sans reclassement préalable ; transformation des emplois précaires, des T.U.C., des S.I.V.P., en emplois stables ; défendre l'emploi et notre appareil productif, à Vernier, comme dans tout le pays.

· **Accès pour tous à une école de qualité :** dans l'immédiat, prendre 40 milliards sur le budget du surarmement pour les consacrer à l'école et la formation des jeunes ; augmentation des bourses ; prime de rentrée de 700 F par enfant en 1988.

PAIX ET LIBERTE

- Zéro arme nucléaire dans le monde en l'an 2000
- Service militaire ramené à 6 mois
- Sanctions contre l'apartheid Rupture du jumelage Nice/Le Cap
- Non à la haine, à la violence, au racisme
- Annulation des sanctions contre les syndicalistes
- Pluralisme réel des médias
- NON à la soumission de la France à l'Europe de 1992
- OUI à la coopération avec les pays de la C.E.E., avec tous les pays sur la base d'avantages réciproques.

SEPIPCA 93.54.93.74